

PROJET DE PROMOTION DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA GOUVERNANCE LOCALE ET AU CYCLE ELECTORAL AU SUD-KIVU.

Domaine du projet :

- Gouvernance locale et Participation citoyenne
- Education civique et électorale.

Financement :

- Fondation Nationale pour la Démocratie (NED), USA.

Durée du projet :

- 1 année renouvelable depuis juin 2016 à nos jours.

Exécute par :

- Femmes artisanes de la paix, FAP.

Zone de mise en œuvre :

- Territoire d'Uvira et de Fizi, RDC.

Groupes cibles :

- Citoyens ordinaires : Jeunes et femmes
- Société civile congolaise
- Partis politiques

Partenaires de mise en œuvre :

- Autorités locales et nationale
- Commission électorale nationale Indépendante (CENI)
- Cadre de concertation de la société civile locale d'Uvira.

<p>Objectif global. Contribuer à la mise en place des mécanismes de participation citoyenne inclusive à la gouvernance locale et électorale en RDC.</p>	<p>ACTIVITES DU PROJET ET PRODUITS</p>
<p>Résultat 1 : <i>La population ordinaire constituée des femmes et des jeunes a acquis des connaissances nécessaires sur ses droits et ses devoirs civiques et politiques, elle s'engage à les défendre auprès des autorités locales et nationales.</i></p>	<p>Activité 1. Produire par semaine une émission/débat radiodiffusé interactif sur les droits et devoirs civiques et politiques d'un citoyen congolais.</p> <p><i>Près de 288 émissions/débats radios ont été produites de juin 2016 à décembre 2022 dans les radios partenaires dont Le messenger du peuple, Radio espoir des opprimés, radio Baraka, Radio Umoja de Baraka, radio RTNC Baraka, Radio Amani de Luberizi.</i></p> <p><i>755 personnes dont 600 jeunes et 155 femmes ont interagi à ces émissions/débats directement ou à distance entre juin 2016 et décembre 2022 à Uvira, à Baraka, Luberizi et à Nundu.</i></p>

	<p>Activité 2. Organiser des ateliers de sensibilisation et d'éducation sur différents thèmes des droits civiques et politiques à travers des tribunes d'expression populaire, des dépliants, théâtres participatifs, feuillets radios et podcasting.</p> <p><i>48 ateliers de sensibilisation ont été organisés avec près de 1500 femmes et 1000 jeunes ont participé entre juin 2016 et décembre 2022 dans la zone du projet sur les thèmes liés aux droits civiques et politiques d'un citoyen congolais. Ces ateliers ont permis de dissiper des rumeurs et des fausses informations relatives aux droits civiques et politiques des Congolais.</i></p> <p>Activité 4. Organiser des ateliers d'informations sur le fonctionnement des services d'administration publique et locale.</p> <p><i>8 ateliers d'informations sur le fonctionnement des services d'administration publique et locale ont été organisés avec les services des Cadastres et titres immobiliers, Direction générale des Impôts, Direction provinciale de mobilisation et d'encadrement des recettes, les services de la Mairie d'Uvira et de Baraka, les parquets et les tribunaux de paix et des grandes instances d'Uvira. 102 femmes et 275 hommes ont pris part à ces ateliers qui ont contribué à enlever les équivoques sur les services publiques.</i></p>
<p>Résultat 2. <i>Les parties prenantes au processus électoral (Population, CENI, partis politiques et le Gouvernement) collaborent et s'engagent pour l'organisation des élections libres, crédibles, inclusives et transparentes au niveau local.</i></p> <p><i>Les groupes marginalisés dont les femmes et les jeunes sont actifs dans le processus électoral et les candidatures sont soutenues par la population et les partis politiques.</i></p>	<p>Activité 1. Mener une campagne d'éducation électorale.</p> <p><i>Une campagne d'éducation électorale a été menée en 2018 par 40 animateurs formés sur l'animation électorale dont 20 filles. Près de 900 femmes et au moins 1200 jeunes ont participé à cette campagne.</i></p> <p>Activité 2. Organiser des réunions de suivi-évaluation du processus électoral.</p> <p><i>Une réunion mensuelle de suivi évaluation du processus électoral en cours est organisée à Uvira et à Baraka. Cette réunion rassemble les partis politiques, la CENI, la société civile et les autorités locales pour partager des informations électorales et discuter sur les défis et les décisions à prendre pour un processus électoral inclusif, apaisé et crédible. 30 personnes dont près de 15 femmes et 15 hommes participent à chacune de ces réunions à Uvira et à Baraka.</i></p> <p>Activité 3. Former les femmes politiques sur le genre et les élections.</p> <p><i>Une formation sur « genre et élection » a été organisée en faveur des femmes politiques d'Uvira et de Fizi lors du cycle électoral de 2018. 30 femmes avaient pris part à cette formation et s'étaient engagées à utiliser des stratégies efficaces pour soutenir la candidature des femmes et mobiliser les femmes et les filles aux élections locales, municipales, provinciales et nationales.</i></p> <p>Activité 4. Former la société civile et les partis politiques sur la prévention et la résolution des conflits électoraux.</p>

	<p><i>40 personnes dont 32 hommes et 8 femmes avaient pris part à cette formation à Baraka lors du processus électoral de 2018. Les participants s'étaient engagés à sensibiliser leurs groupes et partisans sur la nonviolence électorale.</i></p> <p>Activité 5. Plaider pour l'alignement et les soutiens des femmes aux listes des candidats des partis politiques. <i>Un comité de plaidoyer a été créée par les femmes politiques d'Uvira et de Fizi en 2018 pour l'alignement des femmes aux listes des candidats des partis politiques et leurs soutiens. 12 rencontres de plaidoyer ont été menées auprès des chefs des partis politiques par ce comité de plaidoyer. Certains responsables des partis politiques rencontrés étaient favorables à la question de soutenir les candidatures des femmes à différents niveaux des scrutins mais, ils avaient déploré la réticence des femmes de la politique.</i></p> <p>Activité 6. Former les potentiels candidats et responsables des partis politiques au niveau local sur la conduite de la campagne électorale. <i>Une formation sur la conduite de la campagne électorale a été organisé en 2018 en faveur des potentiels candidats et partis politiques. Les participants avaient amélioré leurs connaissances sur les outils de la campagne électorale (projet de société, discours, matériels, ... meetings,), ils s'étaient engagés pour les élections libres et apaisées et avaient sollicité une autre formation sur l'élaboration du projet de société.</i></p> <p>Activité 7. Organiser des missions d'observation électorale. <i>40 observateurs électoraux dont 18 femmes ont été missionnés pour observer les élections en 2018. Le rapport produit de cette observation a été partagé avec les acteurs électoraux au niveau locale et des recommandations ont été formulées à la CENI, aux partis politiques et au gouvernement pour l'amélioration lors des prochaines élections en RDC.</i></p> <p>Activité 7 : Mener un plaidoyer pour l'organisation des élections locales.</p>
<p>Résultats 3 : <i>La population et la société civile locale ainsi que les mouvements citoyens s'engagent de plus en plus dans la lutte contre la corruption au niveau local en prenant des initiatives propres pour l'éducation de la population et la dénonciation des cas de corruption identifiés.</i></p>	<p>Activité 1. Former les acteurs de la société civile sur la lutte contre la corruption. <i>Des jeunes filles et garçons engagés dans les comités anticorruption (CAC) ont été formé sur la lutte contre la corruption en 2017. Ces comités anticorruptions sont des groupes d'action civique organisés au sein des villages et quartiers en territoire d'Uvira et de Fizi pour éduquer, observer, dénoncer et plaider pour la mise en place des mécanismes de transparence dans la gouvernance locale des entités territoriales décentralisées.</i></p> <p>Activité 2. Développer une application web pour la dénonciation de la corruption.</p>

	<p><i>Une application web www.alertcorruption.org a été développée en 2022 pour offrir aux lanceurs d'alerte un espace sécurisé de dénonciation des cas de corruption. Cet espace permet aussi aux activistes de la société civile de témoigner les agents honnêtes qui œuvrent dans leurs entités à différents secteurs d'activités privées et publiques.</i></p> <p><i>Les données collectées à travers cette application ressortiront dans un rapport annuel qui sera publié chaque 09 décembre lors de la journée internationale de lutte contre la corruption.</i></p> <p>Activité 3. Célébrer la journée internationale de lutte contre la corruption à Uvira et à Baraka.</p>
<p>Résultat 4. La population des entités territoriales décentralisées est effectivement impliquée dans le processus du budget participatif de leurs ETD. Elle participe à la conception, à l'élaboration, à l'exécution et au suivi-évaluation du budget.</p>	<p>Activité 1. Proposer un édit sur le budget participatif à l'Assemblée provinciale du sud-kivu.</p> <p><i>Une proposition d'édit sur le budget participatif a été présentée à l'Assemblée provinciale du Sud-kivu en 2021. L'objectif était de doter les ETD d'un cadre juridique qui peut les aider à organiser le processus du budget participatif en respectant la représentativité de la population à l'élaboration, à l'exécution et au suivi du budget. Les députés provinciaux avaient adhéré et avaient endossé la proposition.</i></p> <p>Activité 2. Evaluer le processus budgétaire de la ville d'Uvira <i>En 2021, un atelier d'évaluation du budget participatif a été tenue à la mairie d'Uvira. (40 personnes) la société civile, le Maire de la ville adjoint, le bureau du budget de la Mairie, différents services administratifs, les jeunes, les femmes et les chefs des quartiers étaient présents. Plusieurs défis ont été relevés notamment la non-implication de la population dans le processus du budget, le manque de la rétrocession et l'incivisme fiscale. FAP a été recommandée d'accompagner la Mairie d'Uvira pour utiliser le budget participatif.</i></p> <p>Activité 3. Organiser une formation sur le budget participatif à la Mairie d'Uvira et de Baraka.</p> <p>Activité 4. Mener une étude sur la participation de la population au budget participatif de la ville d'Uvira.</p> <p>Activité 5. Vulgariser la charte sur le budget participatif de la ville d'Uvira.</p>
<p>Résultat 2 : <i>La société civile locale et les mouvements citoyens ont renforcé leurs capacités organisationnelles, fonctionnelles et interactionnelles, ils deviennent de plus en plus</i></p>	<p>Activité 1. Organiser des ateliers de réflexion et d'évaluation du travail de la société civile locale. <i>3 ateliers ont été organisés. A l'issue de ces ateliers, il a été remarqué que la société civile locale était divisée et manipulée pour des intérêts tribaux et politiques. Cette image avait affaibli le travail de la société civile au niveau local et avait entaché le rapport entre la société civile, la population qu'elle représente et les autorités locales.</i></p>

<p><i>indépendants, autonomes et inclusifs dans leurs actions de suivi citoyen de l'action publique locale.</i></p>	<p><i>Il a été recommandé d'amener la société civile à travailler en cohésion sociale, d'assumer leur mission et de se regrouper en plateforme.</i></p> <p>Activité 2. Vulgariser la charte de la société civile locale.</p> <p>Activité 3. Accompagner les élections au sein de la société civile locale.</p> <p>Activité 4. Former les acteurs de la société civile sur le rôle et les missions de la société civile dans la gouvernance locale.</p>
---	---